

# Point de vue du CIO

## Rapport spécial

# Plein régime dans le Golfe : les économies de la région montent en puissance

### Investment Solutions

12 mai 2022

**Dans un contexte de prix élevés du pétrole, le Moyen-Orient sera une lueur d'espoir parmi les marchés émergents cette année. La diversification visant à réduire la dépendance au pétrole et les réformes du marché du travail seront essentielles dans les années à venir, tandis que nous considérons la concurrence économique entre l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis comme un moteur de croissance et de réforme largement positif.**

Les marchés émergents connaissent une année 2022 difficile. La flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, le ralentissement de la croissance et du commerce mondiaux sont arrivés dans le sillage du Covid-19. Pourtant, une région s'inscrit à contre-courant de la tendance. Alors que l'indice MSCI des marchés émergents est en baisse d'environ 16% cette année, les indices des Emirats arabes unis (EAU) et de l'Arabie saoudite sont en hausse d'environ 15%. Sur fond de flux d'investissement record sur les actions, le Moyen-Orient a été la seule région au monde à voir les cotations publiques augmenter au premier trimestre, note Dealogic, avec notamment une tranche de plusieurs milliards de dollars de l'autorité de l'électricité et de l'eau de Dubaï et une chaîne de pharmacies en Arabie saoudite.

### Manne pétrolière – et montée en puissance du Qatar

Les prix élevés du pétrole se sont révélés une aubaine inattendue pour la région du Conseil de coopération du Golfe (CCG) cette année, provoquant un mini-boom économique. L'économie saoudienne a progressé de 9,6% au premier trimestre, son taux le plus élevé en dix ans. Les revenus pétroliers non planifiés améliorent rapidement les fondamentaux économiques. Les déficits budgétaires dus au Covid sont en train d'être effacés. L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Oman, le Qatar et Bahreïn devraient désormais tous afficher des excédents budgétaires cette année, avec même deux ans [d'avance sur les objectifs nationaux](#) pour le Bahreïn. Le Koweït a enregistré ses premiers excédents budgétaires en neuf ans. La plupart des pays du CCG devraient profiter d'importants excédents de la balance courante en 2022 (voir graphique 1, page 2). Nous pensons que les prix du pétrole pourraient de nouveau augmenter, à environ 120 USD/baril au quatrième trimestre, les marchés redevenant déficitaires et l'impact des prélèvements sur les réserves stratégiques s'estompant. Pendant ce temps, le Qatar émerge également comme un bénéficiaire majeur des tentatives faites par l'Europe pour s'approvisionner en gaz, ce qui coïncide avec ses plans d'augmentation de la capacité de production du pays de 40% d'ici 2026. L'Allemagne, la France, l'Italie et la Belgique sont actuellement en pourparlers pour conclure des contrats à long terme de gaz naturel liquéfié



Stéphane Monier  
Chief Investment Officer, Lombard Odier Private Bank

### Points clés

- Les prix élevés du pétrole devraient entraîner une croissance élevée à un chiffre dans les principales économies du CCG cette année, ainsi qu'une amélioration des balances budgétaires et extérieures. Le Qatar a d'autres raisons de se réjouir
- L'essor de la croissance et la hausse de l'inflation devraient rendre gérable le cycle de resserrement de la Fed, tout en maintenant l'ancrage des monnaies
- Si les progrès en matière de diversification en faveur des activités économiques non pétrolières sont inégaux, ils connaissent une amélioration; les réformes du marché du travail ont connu moins de succès
- Nous estimons que la concurrence économique entre l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis sera bien gérée et entraînera de nouvelles réformes positives pour le marché dans les années à venir.

**Informations importantes:** Veuillez lire les informations importantes figurant à la fin du document.

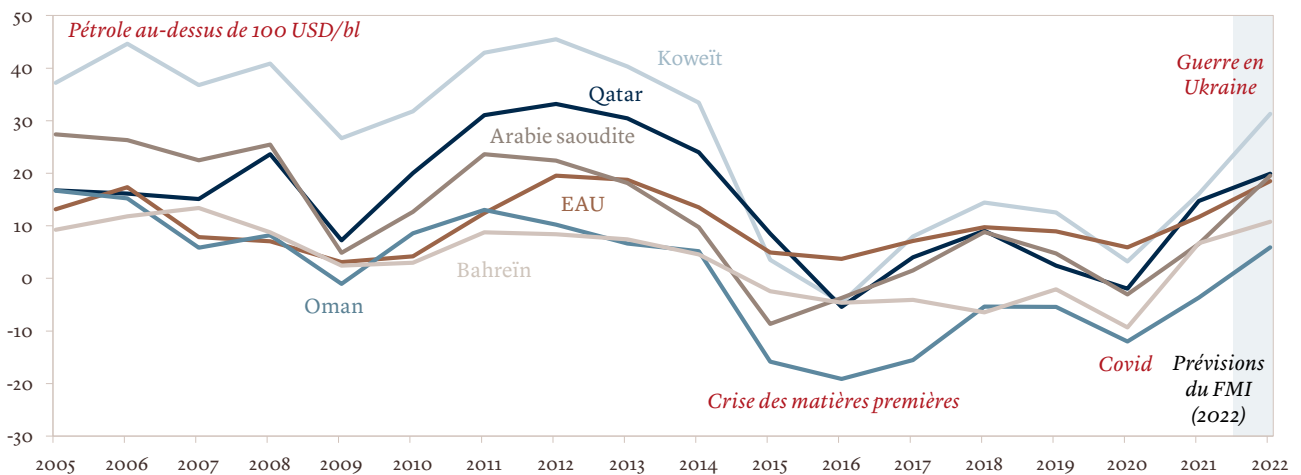
Publication hebdomadaire de Lombard Odier – Investment Solutions, [investment-solutions@lombardodier.com](mailto:investment-solutions@lombardodier.com)

Données au 12 mai 2022 sauf indication contraire.

Lombard Odier · Point de vue du CIO · 12 mai 2022

## 1. Solides excédents extérieurs

Balances courantes, en % du PIB



Sources : FMI, agences statistiques nationales, Lombard Odier

(GNL) avec le deuxième exportateur mondial de gaz naturel, une belle performance pour un pays de moins de trois millions d'habitants. Le Qatar a également bénéficié d'un boom de la construction, alors qu'il se prépare à accueillir la Coupe du monde de football en novembre.

### Prix des denrées alimentaires, inflation et la Fed

La région du CCG n'est bien entendu pas à l'abri des problèmes mondiaux, notamment du renchérissement important des prix des denrées alimentaires importées (les Emirats arabes unis importent 90% de leur nourriture) et des goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ceux-ci ont contribué à faire grimper l'inflation entre 2 et 4% (voir graphique 2, page 3), marquant un net renversement de la dynamique déflationniste dans bon nombre de ses six membres entre 2020-2021. Mais là encore, les événements se sont produits au bon moment. En effet, les devises de la région sont indexées sur le dollar américain, ce qui signifie que les mesures prises par leur banque centrale reflètent généralement celles de la Réserve fédérale, même si leurs cycles économiques ne sont pas toujours synchrones. Aujourd'hui, dans un contexte de croissance en plein essor et de hausse de l'inflation, le cycle de resserrement des taux américains ne devrait pas poser de problèmes à la région. Même en tenant compte d'un resserrement agressif des conditions financières en vue d'un alignement sur la Fed cette année, nous prévoyons respectivement une croissance supérieure au consensus de 7,6% et 6,2% en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis. Les cycles de resserrement agressifs ont tendance à susciter des discussions quant à la logique d'un système d'ancrage de la monnaie. Pourtant, bien qu'il puisse y avoir une volonté politique à long terme des pays du CCG de suivre progressivement un panier de devises, y compris le renminbi, tout changement entraînerait une plus grande volatilité, et nous ne constatons dans l'immédiat aucune tendance à se détourner des ancrages actuels.

### Diversification des économies

Alors que la flambée des cours du pétrole incite à l'optimisme pour les perspectives de cette année, les perspectives à moyen terme de la région dépendent d'un abandon de l'or noir. Or, les progrès dans ce domaine sont inégaux. Le Koweït reste le pays du pays du CCG le plus dépendant du pétrole, le pétrole et le gaz représentant environ 40% du PIB et plus de 90% des recettes d'exportation. Avec moins de réserves de pétrole, les Émirats arabes unis ont été contraints de diversifier leur économie plus tôt et s'appuient désormais sur l'immobilier et la construction, le tourisme, les services financiers, la logistique et le commerce, y compris de l'or, pour compléter les revenus des hydrocarbures. Un prix de l'or d'environ 1'900 à 2'000 USD/once, que nous prévoyons ces prochains mois, devrait donc s'avérer bénéfique. Malgré tout, le pétrole représentait environ 29% du PIB des EAU en 2020, selon les estimations fédérales. En 2016, lorsque le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane a dévoilé sa Vision 2030, il prévoyait un quadruplement des revenus non pétroliers d'ici 2020. Aujourd'hui cependant, le pétrole reste la part du lion du PIB du Royaume et a même augmenté ces dernières années.

La question maintenant est de savoir si la manne actuelle des cours du pétrole permettra de financer les projets de transition ou conduira au contraire à atténuer le sentiment d'urgence quant au besoin de diversification. Nous constatons que la Russie a toujours affecté ses revenus pétroliers supérieurs à 42 USD/baril à son fonds souverain. Les membres de la région tireraient eux aussi grand profit de mécanismes permettant de conserver la richesse pétrolière. Pourtant, nous voyons des raisons de penser que les revenus ne seront pas gaspillés. En effet, les pays du CCG ont fait preuve de rigueur budgétaire ces dernières années. Ils ont défini des objectifs de diversification clairs et quantifiables dans les « visions » de politique régionale (notamment la Vision 2030 de l'Arabie saoudite, la Vision



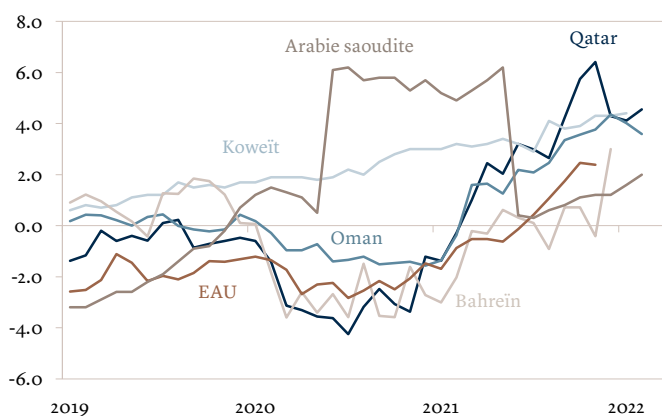
nationale 2030 du Qatar et la Vision 2035 du Koweït). Les dirigeants de ces pays reconnaissent que la diversification est un impératif économique. La demande mondiale de pétrole va devoir commencer à chuter rapidement pour atteindre les objectifs du « net-zéro » en 2050. A Bahreïn, les réserves de pétrole devraient s'épuiser au cours de la prochaine décennie. Pour ajouter à l'urgence, le Moyen-Orient est gravement touché par le changement climatique: selon [certaines estimations](#), la région se réchauffe deux fois plus vite que la moyenne mondiale, ce qui pourrait rendre certaines zones inhabitables au cours de ce siècle.

Les importantes réserves de richesse souveraine offrent également aux membres du CCG un outil sans précédent pour faire avancer le programme de diversification (voir

graphique 3). L'Arabie saoudite utilise son fonds pour soutenir le constructeur de véhicules électriques Lucid Group, avec l'achat prévu de [50'000 à 100'000 véhicules au cours de la prochaine décennie](#), et pour créer des emplois dans les technologies soutenables et la production avancée. Avec moins de 2% des terres arables cultivées dans une grande partie de la région, les pays du CCG investissent dans des fermes verticales. L'urbanisation rapide stimule les investissements dans les villes intelligentes. Élément encourageant, certains signes montrent également que l'opinion publique et des investisseurs soutient la transition vers la soutenabilité: une [enquête auprès des particuliers fortunés du Golfe](#) menée récemment par Lombard Odier a révélé que 85% cherchaient à accroître leur exposition aux investissements soutenables.

## 2. Pressions croissantes sur les prix

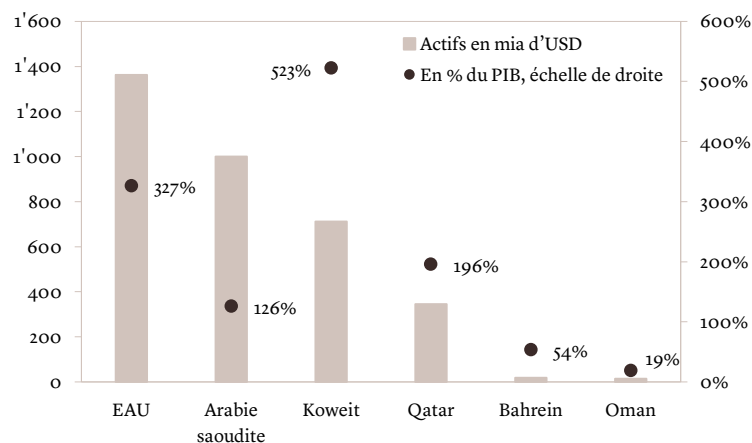
Croissance annuelle de l'IPC global, %



Sources: Datastream, calculs Lombard Odier

## 3. Richesse pétrolière

Actifs des fonds souverains en mia USD et en % du PIB



Sources: Saudi Arabian Monetary Authority (SAMA), Public Investment Fund (PIF), Kuwait Investment Authority (KIA), SWF institute, calculs Lombard Odier



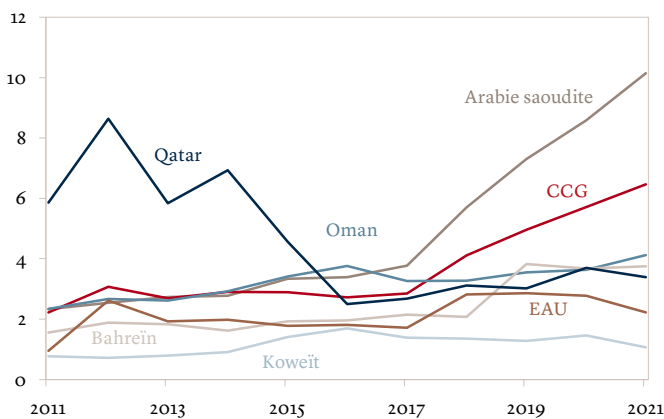
## Les recettes fiscales augmentent, dans le cadre de nouvelles réformes des entreprises

La région recherche aussi activement des sources de financement en dehors du secteur pétrolier. Les recettes fiscales augmentent (voir graphique 4). L'an dernier, Oman est devenu le quatrième membre du CCG à imposer une taxe sur la valeur ajoutée (TVA), tout en augmentant les tarifs de l'électricité et de l'eau. Entre-temps, une série de réformes plus favorables aux entreprises, avec notamment de nouvelles lois sur les faillites et l'augmentation de la participation étrangère autorisée dans les entreprises, ont été mises en œuvre, l'Arabie saoudite, Bahreïn et le Koweït figurant parmi les dix premiers pays ayant progressé dans le rapport « Facilité de faire des affaires »<sup>1</sup> de la Banque mondiale en 2020. Aux Emirats arabes unis, certaines réformes de 2021 visaient à rapprocher l'économie des normes occidentales, notamment en remplaçant la semaine de travail du dimanche au jeudi par la semaine du lundi au vendredi.

<sup>1</sup> « Doing Business 2020 »

### 4. Augmentation des taxes

Recettes fiscales, en % du PIB

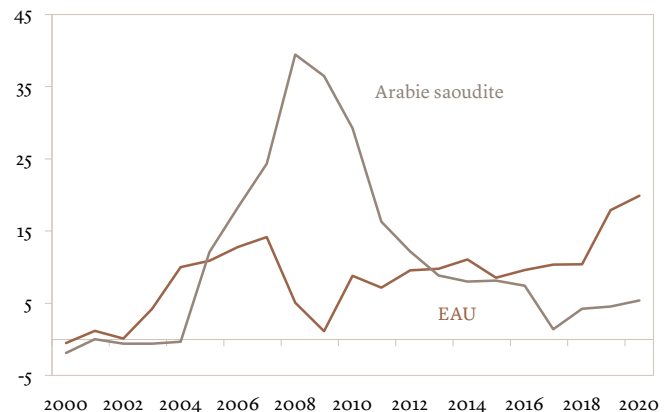


Sources : Bloomberg, FMI, Global Source Partners, calculs Lombard Odier

Ces réformes, alliées à un assouplissement des lois sur la consommation d'alcool et à l'autorisation aux couples non mariés de vivre ensemble accordée par les EAU, sont bien accueillies par les travailleurs étrangers, qui représentent environ la moitié de la population des pays du CCG. Mais dans d'autres domaines, l'environnement des affaires semble moins attrayant. En Arabie saoudite, des multinationales, dont Uber, ont été frappées par des taxes rétroactives d'une valeur de plusieurs millions de dollars. Les changements de politique imprévisibles demeurent un problème. En 2021, Riyad a surpris le monde des affaires en déclarant qu'après 2023, il ne signerait plus de contrats avec des entreprises étrangères qui n'avaient pas de siège dans la région. Les investissements étrangers en Arabie saoudite ont donc chuté ces dernières années et, malgré une récente hausse, restent bien en deçà des niveaux observés il y a dix ans (voir graphique 5).

### 5. A la recherche d'investissements étrangers

Investissements directs étrangers nets en mia USD



Source : Banque mondiale



## La « malédiction des ressources » persiste sur les marchés du travail

Les richesses pétrolières se traduisent depuis longtemps par de généreuses subventions et d'importants avantages pour les nationaux. Aux Emirats arabes unis, moins de la moitié des Emiratis participent ainsi au marché du travail. Les ressortissants des pays du CCG qui travaillent occupent en grande majorité des emplois dans le secteur public, qui ont tendance à être mieux rémunérés, à offrir des vacances plus longues et des heures de travail plus courtes. Cette situation étouffe le développement du secteur privé, problème que les Etats du Golfe ont passé des décennies à essayer de résoudre. A ce jour, les mesures prises, principalement via des subventions salariales au secteur privé, ont rencontré peu de succès. Au Koweït, qui les a introduites en 2001, le secteur privé n'emploie toujours qu'environ 8% de la main-d'œuvre nationale totale et l'économie a créé plus d'emplois dans le secteur public que dans le secteur privé ces dernières années. Les récentes réformes du marché du travail, y compris les lois qui empêchent la discrimination sexuelle au travail à Bahreïn, en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis, et l'introduction d'un salaire minimum au Qatar, sont un pas dans la bonne direction, note le FMI. Pourtant, la jeunesse de la population des pays du CCG souligne la nécessité d'apporter des changements structurels, car les jeunes seront plus nombreux à atteindre l'âge de travailler dans les années à venir (voir graphique 6).

## Une concurrence saine

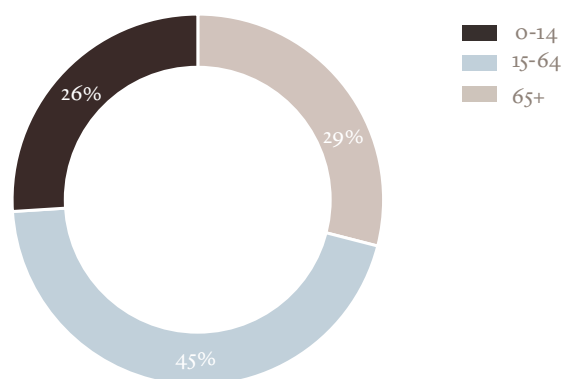
Une tendance que beaucoup considèrent comme un facteur de risque, à savoir la concurrence croissante entre les plus grandes économies de la région, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, constitue en réalité une autre raison d'être optimiste. En juillet 2021, un désaccord est survenu lors d'une réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), reflétant des points de vue différents sur la rapidité de la transition énergétique: les Emirats arabes unis voulaient augmenter l'offre et monétiser les réserves plus tôt, tandis que l'Arabie saoudite était favorable à une restriction de la

production. Le désir de stimuler les industries non pétrolières se traduit par une plus grande rivalité dans tous les domaines, des investissements étrangers aux terrains de golf. Pourtant, nous ne voyons pas cela comme un jeu à somme nulle. Des mégaprojets comme la nouvelle ville durable d'Arabie saoudite NEOM pourraient stimuler les investissements étrangers et le tourisme dans la région. En parallèle, Abou Dhabi et Dubaï travaillent en collaboration plus étroite, avec notamment des discussions sur la consolidation du secteur bancaire, des Bourses et des compagnies aériennes, ainsi qu'une plus grande harmonisation réglementaire et juridique qui pourrait favoriser la croissance.

En effet, à mesure que les pays du CCG avancent sur la même voie d'abandon de la dépendance au pétrole, ils continueront à devoir relever en grande partie les mêmes défis et à offrir les mêmes atouts. Les problèmes antérieurs avec le Qatar ayant été résolus, aujourd'hui âgé de 41 ans, le CCG s'est révélé être une union économique et politique durable. Ses membres partagent des intérêts stratégiques et géopolitiques forts qui devraient favoriser une concurrence bien gérée, ainsi qu'une dynamique de réforme largement positive, dans les années à venir.

## 6. Fontaine de jouvence

Répartition par âge de la population du CCG, 2020



Source : Banque mondiale

### **Information importante**

Le présent document de marketing a été préparé par Banque Lombard Odier & Cie SA (ci-après « Lombard Odier »). Il n'est pas destiné à être distribué, publié ou utilisé dans une juridiction où une telle distribution, publication ou utilisation serait interdite, et ne s'adresse pas aux personnes ou entités auxquelles il serait illégal d'adresser un tel document de marketing. Le présent document de marketing est fourni à titre d'information uniquement. Le contenu de ce document de marketing n'a fait l'objet d'aucun examen de la part d'une quelconque autorité de surveillance dans une quelconque juridiction. Il ne saurait constituer une offre ou une recommandation de souscrire, d'acheter, de vendre ou de conserver un quelconque titre ou instrument financier. Il reflète les opinions de Lombard Odier à la date de sa publication. **Ces opinions et les informations exprimées dans le présent document de marketing ne prennent pas en compte la situation, les objectifs ou les besoins spécifiques de chaque personne. Aucune garantie n'est donnée qu'un investissement soit approprié ou convienne aux circonstances individuelles, ni qu'un investissement ou une stratégie constituent un conseil en investissement personnalisé pour un investisseur.** Chaque investisseur doit prendre ses propres décisions indépendantes concernant les titres ou instruments financiers mentionnés dans le présent document de marketing. Le traitement fiscal dépend de la situation individuelle de chaque client et est susceptible d'évoluer avec le temps. Lombard Odier ne fournit pas de conseils fiscaux. Il vous incombe par conséquent de vérifier les informations susmentionnées et toutes les autres informations fournies dans les documents de marketing ou de consulter vos conseillers fiscaux externes à cet égard. Les informations et les analyses contenues dans le présent document de marketing sont basées sur des sources considérées comme fiables. Lombard Odier fait tout son possible pour garantir l'actualité, l'exactitude, l'exhaustivité desdites informations. Néanmoins, toutes les informations, opinions et indications de prix peuvent être modifiées sans préavis. **Tout investissement est exposé à une diversité de risques.** Avant d'effectuer une quelconque transaction, il est conseillé à l'investisseur de vérifier minutieusement si elle est adaptée à sa situation personnelle et, si nécessaire, d'obtenir un avis professionnel indépendant quant aux risques et aux conséquences juridiques, réglementaires, fiscales, comptables ainsi qu'en matière de crédit. Les investissements mentionnés dans ce document de marketing peuvent comporter des risques qu'il est difficile d'évaluer et d'intégrer dans une évaluation des investissements. En général, les produits tels que les actions, les obligations, les prêts de titres, les devises et les instruments du marché monétaire recèlent des risques qui sont plus élevés dans le cas de dérivés, de produits structurés et de produits de private equity; ils s'adressent uniquement à des investisseurs à même de comprendre leur nature et leurs caractéristiques et d'assumer les risques y afférents. Sur demande, Lombard Odier se tient à la disposition des investisseurs pour leur fournir des informations plus détaillées sur les risques associés à des instruments donnés. **Les performances passées n'offrent aucune garantie quant aux résultats courants ou futurs et il se peut que l'investisseur récupère un montant inférieur à celui initialement investi.** La valeur de tout investissement dans une monnaie autre que la monnaie de base d'un portefeuille est exposée au risque de change. Les taux peuvent varier et affecter défavorablement la valeur de l'investissement quand ce dernier est réalisé et converti dans la monnaie de base de l'investisseur. La liquidité d'un investissement dépend de l'offre et de la demande. Certains produits peuvent ne pas disposer d'un marché secondaire bien établi où s'avérer difficiles à valoriser dans des conditions de marché extrêmes, ce qui peut se traduire par une volatilité de leur cours et rendre difficile la détermination d'un prix pour la vente de l'actif. **Le présent document de marketing n'est pas publié par l'unité organisationnelle de la Banque Lombard Odier & Cie SA responsable de la production de la recherche financière,** conformément aux Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière de l'Association suisse des banquiers. Par conséquent, il n'est pas en conformité avec les Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière de l'Association suisse des banquiers, ni avec toute autre exigence légale destinée à promouvoir l'indépendance de la recherche en investissements. Les opinions exprimées dans le présent document de marketing peuvent différer de celles exprimées par d'autres départements de Lombard Odier, dont le département de Recherche de la Banque Lombard Odier & Cie SA. Néanmoins, si le présent document contient des opinions émises par des analystes financiers du Département Recherche, ces derniers attestent que l'ensemble de leurs opinions reflètent pleinement leur avis personnel sur chacun des instruments. Afin de garantir leur indépendance, il est expressément interdit aux analystes financiers de détenir des titres inclus dans l'univers de recherche qu'ils couvrent. Lombard Odier peut détenir des positions dans des titres mentionnés dans le présent document de marketing pour le compte et au nom de ses clients et/ou ces titres peuvent être inclus dans les portefeuilles des fonds de placement gérés par Lombard Odier ou des sociétés affiliées du Groupe. Lombard Odier reconnaît que des conflits d'intérêts peuvent exister du fait de la distribution d'instruments ou produits financiers émis et/ou gérés par des entités appartenant au Groupe Lombard Odier. Par conséquent, Lombard Odier met en œuvre toutes les mesures raisonnables permettant d'identifier les conflits d'intérêts, et maintient et applique des contrôles efficaces concernant ces conflits d'intérêts.

**Membres de l'UE:** La publication du présent document de marketing a été approuvée pour utilisation par Lombard Odier (Europe) S.A. au Luxembourg et de chacune de ses succursales opérant dans les territoires suivants: **Belgique:** Lombard Odier (Europe) S.A. Luxembourg · Succursale de Belgique; **France:** Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale en France; **Italie:** Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale in Italia; **Espagne:** Lombard Odier (Europe) S.A. · Sucursal en España. Lombard Odier (Europe) S.A est un établissement de crédit agréé et sous la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg. Par ailleurs, la publication du présent document de marketing a également été approuvée pour utilisation par l'entité suivante domiciliée au sein de l'Union européenne: **Espagne:** Lombard Odier Gestión (España) SGIIC., S.A., une société de gestion d'investissements agréée et réglementée par la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV), Espagne.

**Hong Kong :** Le présent document de marketing est distribué à Hong Kong par Lombard Odier (Hong Kong) Limited, une société de capitaux enregistrée par la Securities and Futures Commission de Hong Kong (« SFC ») afin de mener des activités réglementées de type 1, 4 et 9 conformément à la Securities and Futures Ordinance (« SFO ») de Hong Kong.

**Singapour :** Le présent document de marketing est distribué à Singapour par Lombard Odier (Singapore) Ltd à des fins d'information générale des investisseurs accrédités et d'autres personnes conformément aux conditions des articles 275 et 305 de la Securities and Futures Act (chapitre 289). Les destinataires se trouvant à Singapour devraient prendre contact avec Lombard Odier (Singapore) Ltd, un conseiller financier exempté en vertu du Financial Advisers Act (chapitre 110) et une banque d'affaires soumise à la réglementation et à la surveillance de la Monetary Authority of Singapore, pour toute question découlant de la présente communication marketing ou en lien avec cette dernière. Les destinataires du présent document de marketing déclarent et confirment qu'ils sont des investisseurs accrédités ou des personnes autorisées au sens du Securities and Futures Act (chapitre 289). Cette annonce n'a pas été révisée par la Monetary Authority of Singapore.

**Panama :** Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation au Panama par Lombard Odier (Panamá) Inc., une entité autorisée par la Superintendencia del Mercado de Valores de Panamá. Titulaire d'une licence de conseiller en investissement. Res. SMV No.528-2013.

**Israël :** Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation en Israël par l'Israel Representative Office de la Banque Lombard Odier & Cie SA, une entité non supervisée par la Banque d'Israël, mais par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers qui supervise les activités de la Banque Lombard Odier & Cie SA.

**Afrique du Sud :** Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation en Afrique du Sud par le South Africa Representative Office de la Banque Lombard Odier & Cie SA, un prestataire de services financiers agréé sous le numéro 48505.

**Suisse :** Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation en Suisse par Banque Lombard Odier & Cie SA Genève, une banque et maison de titres soumise à la réglementation de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

**Royaume-Uni :** Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation au Royaume-Uni par Lombard Odier (Europe) S.A. - UK Branch, une banque soumise à la réglementation et à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg et autorisée au Royaume-Uni par la Prudential Regulation Authority (PRA). Soumise à la réglementation par la Financial Conduct Authority (FCA) et à une réglementation limitée par la Prudential Regulation Authority. Numéro de référence d'établissement de services financiers 597896. **Vous pouvez obtenir, sur demande, auprès de notre banque plus de détails sur la portée de notre agrément et de notre réglementation par la Prudential Regulation Authority ainsi que sur la réglementation par la Financial Conduct Authority.**

**Etats-Unis :** ni ce document ni aucune copie de ce dernier ne peuvent être envoyés, emmenés, distribués ou remis aux Etats-Unis d'Amérique ou dans un de leurs territoires, possessions ou zones soumises à leur juridiction, ni à une Personne américaine ou dans l'intérêt d'une telle personne. A cet effet, le terme "US-Person" désigne tout citoyen, ressortissant ou résident des Etats-Unis d'Amérique, tout partenariat organisé ou existant dans un Etat, territoire ou possession des Etats-Unis d'Amérique, toute société soumise au droit des Etats-Unis d'Amérique ou d'un Etat, territoire ou possession des Etats-Unis d'Amérique, ou toute propriété ou tout trust soumis à l'impôt fédéral des Etats-Unis d'Amérique quelle que soit la source de ses revenus. Le présent document de marketing ne peut être reproduit (en totalité ou en partie), transmis, modifié ou utilisé à des fins publiques ou commerciales sans l'autorisation écrite et préalable de Lombard Odier.

**Protection des données :** Il se peut que vous receviez cette communication parce que vous nous avez fourni vos coordonnées. Si tel est le cas, veuillez noter que nous sommes susceptibles de traiter vos données à caractère personnel à des fins de marketing direct. Si vous souhaitez vous opposer à ce traitement, veuillez vous adresser au responsable de la protection des données du Groupe: Banque Lombard Odier & Cie SA, Group Data Protection Officer, 11, Rue de la Corraterie, 1204 Genève, Suisse. E-mail: group-dataprotection@lombardodier.com. Pour de plus amples informations sur la politique de protection des données de Lombard Odier, veuillez consulter le site [www.lombardodier.com/privacy-policy](http://www.lombardodier.com/privacy-policy).

© 2022 Banque Lombard Odier & Cie SA – Tous droits réservés - Réf. LOCH/LOESA/LOASIA- MWNPR-en-032022.

## SUISSE

### GENÈVE

#### Banque Lombard Odier & Cie SA<sup>1</sup>

Rue de la Corraterie 11 · 1204 Genève · Suisse  
geneve@lombardodier.com

#### Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA

Avenue des Morgines 6 · 1213 Petit-Lancy · Suisse  
Support-Client-LOIM@lombardodier.com  
Société de direction régulée par la FINMA.

### FRIBOURG

#### Banque Lombard Odier & Cie SA · Bureau de Fribourg<sup>1</sup>

Rue de la Banque 3 · 1700 Fribourg · Suisse  
fribourg@lombardodier.com

### LAUSANNE

#### Banque Lombard Odier & Cie SA<sup>1</sup>

Place St-François 11 · 1003 Lausanne · Suisse  
lausanne@lombardodier.com

### VEVEY

#### Banque Lombard Odier & Cie SA · Agence de Vevey<sup>1</sup>

Rue Jean-Jacques Rousseau 5 · 1800 Vevey · Suisse  
vevey@lombardodier.com

### ZURICH

#### Banque Lombard Odier & Cie SA<sup>1</sup>

Utoschloss · Utoquai 29-31 · 8008 Zürich · Schweiz  
zurich@lombardodier.com

## EUROPE

### BRUXELLES

#### Lombard Odier (Europe) S.A. Luxembourg · Succursale de Belgique<sup>2</sup>

Avenue Louise 81 · Boîte 12 · 1050 Bruxelles · Belgique  
bruxelles@lombardodier.com

*Un établissement de crédit en Belgique soumis à la surveillance de la Banque nationale de Belgique (BNB) et par l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA).*

### LONDRES

#### Lombard Odier (Europe) S.A. · UK Branch<sup>2</sup>

Queensberry House · 3 Old Burlington Street · London W1S 3AB · United Kingdom · london@lombardodier.com

*La banque est autorisée au Royaume-Uni par la Prudential Regulation Authority (PRA). Soumise à la réglementation par la Financial Conduct Authority (FCA) et à une réglementation limitée par la Prudential Regulation Authority. Numéro de référence d'établissement de services financiers 597896. Sur demande, vous pouvez obtenir auprès de notre banque de plus amples informations sur la portée de notre autorisation et de notre réglementation par la Prudential Regulation Authority ainsi que sur la réglementation par la Financial Conduct Authority.*

#### Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited

Queensberry House · 3 Old Burlington Street · London W1S 3AB · United Kingdom · london@lombardodier.com

*Société d'investissement soumise à la réglementation et à la surveillance de la Financial Conduct Authority (registre de la FCA n° 515393).*

### LUXEMBOURG

#### Lombard Odier (Europe) S.A.

291, route d'Arlon · 1150 Luxembourg · Luxembourg  
luxembourg@lombardodier.com

*Etablissement de crédit agréé et sous la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.*

#### Lombard Odier Funds (Europe) S.A.

291, route d'Arlon · 1150 Luxembourg · Luxembourg  
luxembourg@lombardodier.com

### MADRID

#### Lombard Odier (Europe) S.A. · Sucursal en España<sup>2</sup>

Paseo de la Castellana 66 · 4<sup>o</sup> Pl. · 28046 Madrid ·

España

madrid@lombardodier.com

*Etablissement de crédit supervisé en Espagne par Banco de España et la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV).*

#### Lombard Odier Gestión (España) S.G.I.I.C. S.A.U

Paseo de la Castellana 66 · 4<sup>o</sup> Pl. · 28046 Madrid ·

España

madrid@lombardodier.com

*Société de gestion soumise à la surveillance de la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV).*

### MILAN

#### Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale in Italia<sup>2</sup>

Via Santa Margherita 6 · 20121 Milano · Italia

milano-cp@lombardodier.com

*Un établissement de crédit en Italie soumis à la surveillance de la Commissione Nazionale per le Società e la Borsa (CONSOB) et la Banca d'Italia.*

### PARIS

#### Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale en France<sup>2</sup>

8, rue Royale · 75008 Paris · France · RCS PARIS

B 803 905 157 · paris@lombardodier.com.

*Etablissement de crédit dont les activités en France sont soumises à la surveillance de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour ses activités de services d'investissement. Autorisation d'établissement n° 23/12 – Succursale enregistrée au Luxembourg sous le n° B169 907. Intermédiaire en assurance agréé par le Commissariat aux Assurances (CAA) n° 2014 CMO02. L'immatriculation auprès du CAA peut être contrôlée sur www.orias.fr.*

## AFRIQUE | AMERIQUES | MOYEN-ORIENT

### ABU-DHABI

#### Bank Lombard Odier & Co Ltd · Abu Dhabi Global Market Branch

Al Maryah Island · Abu Dhabi Global Market Square ·

Al Khatem Tower · 8th floor · P.O. Box 764646 ·

Abu Dhabi · UAE · abudhabi@lombardodier.com

*Etablissement d'offres en investissement · Conseil en investissement ou en crédit · Octroi de crédits. Réglementé par l'Autorité de réglementation des services financiers de l'ADGM.*

### BERMUDES

#### Lombard Odier Trust (Bermuda) Limited

3rd Floor, Victoria Place · 31 Victoria Street · Hamilton

HM 10 · Bermuda · bermuda@lombardodier.com

*Autorisée à exercer des activités de Trust, d'investissement et de services aux entreprises par la Bermuda Monetary Authority (BMA).*

### BRESIL

#### Lombard Odier (Brasil) Consultoria de Valores Mobiliários Ltda.

Avenida 9 de Julho No. 3624, Torre DGN 360, 6<sup>o</sup> andar ·

Jardim Paulista · CEP 01406-000 · São Paulo · Brasil

sao.paulo.office@lombardodier.com

*Etablissement supervisé par Comissão de Valores Mobiliários of Brazil.*

### DUBAÏ

#### Bank Lombard Odier & Co Ltd · Representative Office Dubai

Conrad Business Tower · 12th Floor · Sheikh Zayed

Road · P.O. Box 212240 · Dubai · UAE

dubai@lombardodier.com

*Placé sous l'autorité de surveillance de la Banque centrale des Emirats arabes unis.*

### ISRAËL

#### Israel Representative Office · Bank Lombard Odier & Co Ltd

Alrov Tower 11th floor · 46 Rothschild Blvd. · Tel Aviv

6688312 · Israel · telaviv@lombardodier.com

*Etablissement non supervisé par la Banque d'Israël, mais par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers qui supervise les activités de la Banque Lombard Odier & Cie SA.*

### JOHANNESBURG

#### South Africa Representative Office · Bank Lombard Odier & Co Ltd

4 Sandown Valley Crescent · Sandton · Johannesburg

2196 · South Africa · johannesburg@lombardodier.com

*Prestataire de services financiers agréé sous le numéro 48505.*

### NASSAU

#### Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited

Lyford Cay House · Western Road · P.O. Box N-4938 ·

Nassau · Bahamas · nassau@lombardodier.com

*Soumise à la surveillance de la Banque centrale des Bahamas et la Securities Commission of the Bahamas.*

### PANAMA

#### Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited ·

#### Representative Office in Panama

Oceania Business Plaza Torre 2000 · Oficina 38-D ·

Bld. Pacifica · Urb. Punta Pacifica · Corregimiento de

San Francisco · Panamá · panama@lombardodier.com

*Soumise à la surveillance de la Banque centrale des Bahamas et de la Superintendencia de Bancos de Panamá.*

#### Lombard Odier (Panama) Inc.

Oceania Business Plaza Torre 2000 · Oficina 38-D ·

Bld. Pacifica · Urb. Punta Pacifica · Corregimiento de

San Francisco · Panamá · panama@lombardodier.com

*Soumise à la surveillance de la Superintendencia del Mercado de valores de Panamá. Titulaire d'une licence de conseiller en investissement. Res. SMV No.528-2013.*

## ASIE - PACIFIQUE

### HONG KONG

#### Lombard Odier (Hong Kong) Limited

1601 Three Exchange Square · 8 Connaught Place ·

Central · Hong Kong · hongkong@lombardodier.com

*Une entité agréée dont les activités sont soumises à la réglementation et à la surveillance de la Securities and Futures Commission de Hong Kong.*

### SINGAPOUR

#### Lombard Odier (Singapore) Ltd.

9 Raffles Place · Republic Plaza #46-02 · Singapore

048619 · singapore@lombardodier.com

*Une banque d'affaires soumise à la réglementation et à la surveillance de la Monetary Authority de Singapour.*

### TOKYO

#### Lombard Odier Trust (Japan) Limited

Izumi Garden Tower 41F · 1-6-1 Roppongi, Minato-ku ·

Tokyo 106-6041 · Japan · tokyo@lombardodier.com

*Soumis à la réglementation et à la surveillance de la Financial Services Agency du Japon. Titulaire d'une licence d'exploitation fiduciaire (FSA n° 208) et enregistré auprès du Kanto Local Finance Bureau for Financial Product Transactors (n° 470).*

<sup>1</sup> Banque privée et maison de titres soumise à la surveillance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

<sup>2</sup> Succursale de Lombard Odier (Europe) S.A., un établissement de crédit basé au Luxembourg et autorisé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.